

Chelles

Projet d'école musulmane : le FN lance la polémique

LES FONT le pied de grue sur les marchés et inondent de tracts les boîtes aux lettres. Depuis plus d'une semaine, les militants du Front national (FN) assiègent Chelles et Internet pour dire tout le mal qu'ils pensent de la possible création d'une école privée musulmane dans la ville. Leur pétition a recueilli, selon eux, « plus de 1 000 signatures, dont celle de Jean-Marie Le Pen », le président du parti.

Le projet en cause, porté par l'association gestionnaire de la mosquée, n'en est qu'à ses prémices. Il s'agirait de bâtir un groupe scolaire privé comprenant des classes élé-

mentaires, de collège et de lycée. Comme la plupart des établissements confessionnels, l'ensemble serait ouvert à tous mais dispenserait, en plus des cours de mathématiques ou de français, un enseignement religieux.

Le prochain conseil municipal s'annonce animé

A la recherche d'un terrain pour y bâtir leur école, les responsables de l'association ont effectué des démarches, notamment auprès des services municipaux de Chelles. C'est sur ce point que le FN veut mener l'offensive. « C'est une question

de laïcité, affirme Julien Sanchez, le représentant local du parti à la flamme. Nous craignons que la ville fournisse une subvention déguisée à l'association en lui vendant un terrain à bas prix. »

Jean-Paul Planchou, le maire PS, a été interpellé sur le sujet lors de son dernier chat avec les administrés, jeudi soir. Il a rappelé que « la loi autorise la cession d'un terrain public à une association, d'autant qu'il s'agit, dans le cas présent, d'un équipement à but de service public ». Il a aussi souligné que toute cession de terrain est « évaluée par les services fiscaux dits domaines de l'Etat », étudiée par

les élus puis débattue et votée au conseil municipal « en toute transparence ».

Autant dire que la première pierre de l'école musulmane est loin d'être posée. « Pour l'instant, il n'existe aucun dossier sur la base duquel on pourrait débattre, réagit de son côté Hubert Pipard, le chef de file (UMP) des élus d'opposition. Il serait prématuré de se prononcer maintenant. » Le dossier risque pourtant de s'inviter rapidement dans les débats. Les militants franciliens du FN promettent d'assister « en nombre » au prochain conseil municipal prévu le **27 mars, 20h** **CHRISTEL BRIGAUDEAU**